

PADMIR
PROGRAMME D'APPUI
A LA DECENTRALISATION
EN MILIEU RURAL

Gouvernement du Sénégal

PNUD
PROGRAMME DES NATIONS
UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT

FENU
FONDS D'EQUIPEMENT DES
NATIONS UNIES

UNOPS
UNITED NATIONS OFFICE
FOR
PROJECTS SERVICES

CAPITALISATION DE LA PROCEDURE DE PLANIFICATION
PARTICIPATIVE LOCALE DANS LES DEPARTEMENTS DE
KAFFRINE ET DE KEBEMER

RAPPORT FINAL

OCTOBRE 2006

PAR MAMADOU WADE, CONSULTANT

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I- CONTEXTE DE LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE ET INTERVENTION DU PADMIR

- 1. Contexte de la planification participative locale**
- 2. Interventions du PADMIR**
- 3. Le Comité National de Pilotage**

II- OBJECTIFS DE L'ETUDE ET MANDAT DU CONSULTANT

- 1. Objectifs de l'étude**
- 2. Mandat du Consultant**

III- DEROULEMENT DE LA MISSION ET DEMARCHE METHOLOGIQUE

- 1. Déroulement de la mission**
- 2. Démarche méthodologique**

IV- MECANISMES DE LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE MIS EN ŒUVRE AU SENEGAL

- 1. Généralités**
- 2. Analyse comparative**

V- RAPPORT DE CAPITALISATION

- 1. Modes d'appréciation des produits à capitaliser**
- 2. Résultats, Difficultés et Recommandations**
 - 2.1 Acquis et Résultats**
 - 2.2 Difficultés, Contraintes et Faiblesses**
 - 2.3 Recommandations**
- 3. Perspectives d'harmonisation et d'institutionnalisation**

ANNEXES

Tableau N°1 Principales étapes de la PPL

Tableau N°2 Mécanismes de participation des populations dans la PPL

Tableau N°3 Perception des populations

Guides d'interview et d'entretien

INTRODUCTION

Mis en place depuis janvier 2000, le Programme d'Appui à la Décentralisation en Milieu Rural (PADMIR) est le fruit d'un partenariat entre, d'une part, le gouvernement du Sénégal et, d'autre part, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU).

L'objectif général du PADMIR est l'amélioration de la bonne gouvernance et la réduction de la pauvreté en milieu rural au Sénégal. Pour réaliser cet objectif le PADMIR mène ses actions dans les domaines suivants :

- la conception, la mise en œuvre et la documentation d'un processus de planification participative locale au niveau des communautés rurales ciblées
- le financement décentralisé du développement local à travers la mise en œuvre d'un Fonds de Développement Local (FDL) à travers le circuit du trésor au profit des CR ciblées
- le renforcement des capacités des acteurs locaux dans la gestion du développement, en particulier celui des conseillers ruraux dans la livraison et la gestion des services publics locaux
- l'appui à la réalisation d'investissements publics locaux dans les domaines des infrastructures et équipements communautaires, des activités génératrices de revenus (AGR) et d'activités liées à la gestion des ressources naturelles
- l'appui au gouvernement dans la définition, la coordination, l'harmonisation et l'institutionnalisation de procédures d'appui à la décentralisation et au développement local

De janvier 2000 à ce jour, le PADMIR s'est appliqué à exécuter la mission qui lui est dévolue. Dans le cadre de cette mission, il a pu concevoir et à mettre en œuvre dans 32 communautés rurales des procédures et mécanismes de planification participative locale (PPL). Tout en favorisant la participation des populations des communautés rurales en question, la PPL devait déboucher principalement sur l'élaboration de Plans locaux de développement (PLD) et de Plans d'investissements locaux (PIL).

Le PADMIR boucle actuellement ses sept ans d'existence et d'interventions en milieu rural. Sa mission doit s'achever à fin décembre 2006. Au stade où le Programme se trouve, il était opportun et justifié de capitaliser son expérience, et en particulier les mécanismes et procédures qu'il a eu à utiliser pour mener à bien la planification participative locale en milieu rural (départements de Kaffrine et de Kébémér).

A partir des expériences de la planification participative locale conduites par le PADMIR à Kaffrine et Kébémér, il convient de dégager un stock de connaissances utiles, de bons procédés et pratiques susceptibles d'être capitalisées. Cette capitalisation qui tiendra compte de la perception des populations concernées devrait permettre, à son tour, la pérennisation de ces bons procédés et pratiques ainsi que leur prise en compte dans les programmes de développement local ultérieurs, ou en voie de lancement comme le Programme National de Développement Local (PNDL). L'objet de la présente étude de capitalisation est axé sur toutes ces préoccupations.

I/ CONTEXTE DE LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE ET INTERVENTIONS DU PADMIR

2. Contexte de la Planification Participative Locale

L'élaboration de Plans Locaux de Développement (PLD) a commencé bien avant l'avènement du PADMIR. Les PLD résultent, en effet, de l'opération dite « Planification à la base » lancée en 1984. Appuyée par la Fondation Konrad Adenauer, et conduite par la Direction de l'Expansion Rurale (DER), cette opération avait permis à la quasi totalité des communautés rurales (CR) du Sénégal de disposer de PLD.

Au départ, les PLD étaient presque du seul ressort des pouvoirs publics (Centre d'Expansion Rurale Polyvalent (CERP)). Les communautés rurales sensées être les bénéficiaires de ces plans se trouvaient très faiblement associées à leur élaboration et à leur mise en œuvre. Il a fallu la loi 96-97 du 22 mars 1996 pour que cette situation change.

En effet, avec cette loi portant transfert de compétences aux collectivités locales, les communautés rurales disposaient, désormais, de compétences relatives à, l'élaboration et à l'exécution des PLD les concernant. Et, d'une façon générale, relatives aux tâches de planification locale.

Malgré l'évolution intervenue suite à la loi précitée, la pleine réalisation des compétences octroyées aux collectivités locales se heurtaient à nombre d'écueils. Parmi ces écueils, le plus considérable demeurait la limitation des capacités des communautés rurales en matière de planification, d'investissement et de gestion des affaires locales. A causes des écueils en question nombre de PLD n'ont jamais pu être réalisés entièrement. Certains n'ont même pas connu de débuts d'exécution. Dans la majorité des cas, ces PLD ont été confrontés à plusieurs faiblesses et contraintes comme leur non appropriation par les populations locales et le manque de ressources financières des communautés rurales pour les exécuter.

Le lancement du PADMIR et sa mise en œuvre à partir de janvier 2000 ont permis le passage à des étapes supérieures et réellement prometteuses dans l'élaboration et la promotion des PLD, et surtout dans la planification participative locale en tant que stratégie de conception et de réalisation de ces PLD.

Des initiatives faisant appel à la planification participative locale ont été également déployées par d'autres organisations et partenaires au développement. Il s'agit principalement du FDL à Kédougou, du PROCR et PAGERNA, aujourd'hui Programme de Bassin Arachidier (PBA) à Kaolack et Fatick, de World Vision dans les départements de Fatick, Kaffrine, Vélingara et à Mékhé, du PSIDEL à Podor, à Sédhiou et Kolda, du PNIR, du PADDEL et du DGL-Felo dans diverses régions du Sénégal.

Tous ces projets et programmes ont contribué à la promotion et à l'opérationnalisation d'une planification locale au Sénégal. Toutefois, la

présente étude est focalisée sur l'expérience du PADMIR qui a axé entièrement son intervention sur une procédure de planification participative locale.

2. Interventions du PADMIR

Pour mener à bien sa mission et ses tâches, le PADMIR est passé d'abord par une phase initiale de test et d'expérimentation de procédures. Cette phase se résumait à la conception et à l'application, en 2000/2001 dans 9 communautés rurales des zones pilotes retenues une stratégie de planification participative locale. Les procédures et mécanismes expérimentés ont été étendus ensuite, en 2002/2003, à l'aide de Consultants Opérateurs privés, au niveau de 23 autres communautés rurales de la zone d'extension des interventions du PADMIR.

Les zones pilotes en questions étaient respectivement l'arrondissement de Ndande (5 communautés rurales), dans le département de Kébémér et l'arrondissement de Nganda (4 communautés rurales) dans le département de Kaffrine. Quant aux zones d'extension, elles étaient constituées par les arrondissements de Darou Mousty et de Sagatta Gueth à Kébémér et au niveau de Kaffrine, par les arrondissements de Malem Hoddar, de Birkilane et de Maka Yopp. A Kébémér 11 communautés rurales étaient concernées, tandis qu'à Kaffrine elles se chiffraient à 12.

La stratégie de planification participative locale a été appliquée, dans la phase pilote par les deux Unités d'Assistance Technique (UAT) montées par le PADMIR respectivement à Kaffrine et à Kébémér. Ces U.A.T ont été assistées dans leur travail par les CERP se trouvant dans les arrondissements concernés. Le PADMIR a eu, aussi, à utiliser les services de Consultants en Planification locale et en Méthodes participatives, ainsi que l'appui d'autres services déconcentrés de l'Etat.

Dans la phase d'extension du programme entamée à partir de 2002, la même organisation du travail a prévalu. Toutefois, avec l'arrivée d'autres partenaires, le PADMIR s'est limité à 16 communautés rurales dans le département de Kaffrine pour laisser le PLD de la communauté rurale de Mabo au PBA et les PLD de 5 autres CR au PNIR.

Cette phase s'est, en outre, déroulée sous l'éclairage d'un « Guide de la procédure de planification participative locale à l'usage des communautés rurales » confectionné par un Bureau d'études en 2002, pour le PADMIR.

L'élaboration des PLD dans le cadre de la planification participative locale a pris fin en Juin 2003. Le PADMIR a, ensuite, poursuivi ses activités d'appui à la décentralisation en milieu rural dans divers domaines :

- ✓ appui aux communautés rurales ;
- ✓ financement de la réalisation des PLD/PIL/PIA et leur suivi;
- ✓ renforcement des capacités des acteurs locaux ;
- ✓ appui à la réalisation d'investissements locaux et au développement d'activités génératives de revenus ;

- ✓ appui à l'Etat dans la conception, l'harmonisation et l'institutionnalisation de procédures d'appui à la décentralisation et au développement local.

3. Le Comité National de Pilotage

On ne peut pas souligner les interventions du PADMIR sans signaler le rôle important que joue le Comité National de Pilotage (CNP) qui assure la supervision et la coordination du Programme au niveau de son orientation stratégique.

Présidé et coordonné par la Direction des Collectivités Locales, le CNP est constitué par différentes structures publiques émanant des départements ministériels concernés par la décentralisation et le développement local (Direction de la Planification/MPDD, Direction de la Coopération Economique et Financière/MEF, Direction de l'Appui au Développement Local/MDL, Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique/MEF, la Cellule de Suivi des Projets de Lutte contre la Pauvreté). A ces structures s'ajoutent l'Association Nationale des Conseils Ruraux (ANCR).

Le CNP qui est une interface entre les pouvoirs publics et le PADMIR tout en assurant l'orientation stratégique du programme a appuyé le PADMIR dans toutes ces activités. Il a été un facilitateur auprès du PADMIR et l'a régulièrement assisté pour surmonter les difficultés et contraintes inhérentes à toute nouvelle expérience.

Le CNP détient à son actif les activités suivantes liées aux attributions qui lui étaient dévolues :

- ✓ l'exécution régulière de missions de suivi des activités du PADMIR ;
- ✓ l'organisation d'ateliers et de forums de partage des expériences de développement local, des résultats et acquis du PADMIR ;
- ✓ le portage de dossiers thématiques comme la planification locale, le financement du développement local, les activités génératrices de revenus et la gestion participative des ouvrages financés avec l'appui du Programme.

Il importe de souligner que toutes ces thématiques ou composantes de la mission du PADMIR ont fait l'objet de pré-capitalisation sous la supervision du CNP. La présente étude entre dans ce cadre, ainsi que la capitalisation réalisée parallèlement et portant sur les activités génératrices de revenus (AGR) et l'étude de l'intercommunalité comme stratégie d'optimisation des PLD et des activités de développement local.

Le rôle décisif que le CNP a joué dans l'exécution par le PADMIR de sa mission est reconnu par l'encadrement du Programme, par les acteurs locaux dans le département de Kaffrine et de Kébémér et par les Consultants extérieurs qui ont eu à travailler pour le PADMIR. Cette reconnaissance confirme amplement la pertinence du CNP pour tout programme de ce genre.

II/OBJECTIFS DE L'ETUDE ET MANDAT DU CONSULTANT

Les termes de référence de l'étude et les précisions apportées lors de l'atelier tenu à Saly les 29 et 30 juin 2006 avec le Comité National de Pilotage du PADMIR ont permis de cerner clairement les objectifs de l'étude ainsi que le mandat du consultant.

1. Objectifs de l'étude

Les objectifs de l'étude consistent à cerner et à définir les procédures, mécanismes et bonnes pratiques de la planification participative locale susceptibles d'être capitalisés et de faire l'objet d'une institutionnalisation. Cette capitalisation devant déboucher, à son tour, sur une pérennisation, c'est-à-dire sur sa prise en compte dans les programmes à venir, et notamment dans le PNDL.

Le PADMIR a déjà élaboré ou fait élaborer divers rapports portant sur la capitalisation de son expérience. Il s'agit de finaliser ces travaux de capitalisation en y intégrant la perception des populations, et de manière à passer à l'étape de la pérennisation à l'échelle nationale.

Une fois réalisée l'étude décrivant les pratiques et procédures porteuses à capitaliser, un atelier national sera organisé par le CNP avec l'appui du Consultant. L'atelier portera sur les modalités de pérennisation des bonnes pratiques relevées dans les expériences menées par le PADMIR, ainsi que sur l'harmonisation et l'institutionnalisation des procédures et mécanismes de la planification participative locale au Sénégal.

2 . Mandat du Consultant

Le Consultant est chargé d'appuyer le Comité National de la Pilotage et les Unités d'Assistance Technique montées par le PADMIR à Kaffrine et Kébémér dans leur travail de capitalisation des mécanismes et procédures adoptés par le Programme, dans la conduite de la planification participative locale.

Dans le cadre de cet appui le Consultant devait assurer les tâches suivantes :

- revue documentaire sur les procédures de planification participative utilisées au niveau national. Cette revue doit déboucher sur une présentation comparative des procédures et outils adoptés par les partenaires qui oeuvrent au Sénégal dans la décentralisation et le développement local ;
- appui aux UAT dans la détermination, l'organisation et la mise en évidence des produits résultant de la capitalisation et du stock de connaissances porteuses pouvant être tiré de l'expérience du PADMIR et de la perception des populations bénéficiaires de ses interventions ;
- élaboration d'un rapport d'étude portant sur la capitalisation et comprenant un descriptif des procédures et mécanismes de la PPL, les résultats enregistrés , les

difficultés rencontrées et les recommandations destinées à une optimisation de la capitalisation;

- appui ultérieur au CNP dans les négociations en vue de l'organisation d'un atelier national sur l'institutionnalisation de la planification locale, sur ses dimensions politiques et sur la prise en compte des bonnes pratiques à capitaliser dans les programmes de développement local à venir.

III/ DEROULEMENT DE LA MISSION ET DEMARCHE METHODOLOGIQUE

1. Déroulement de la mission

La mission du Consultant s'est déroulée en 3 phases. Il est prévu de les compléter ultérieurement par une phrase finale d'appui au CNP et d'accompagnement, en vue de l'organisation d'un atelier national sur l'institutionnalisation de la planification locale. Les phases se présentaient ainsi avec leurs contenus :

Première phase

- prises de contacts avec le CNP, le Coordonnateur du PADMIR et les Coordonnateurs des UAT
- préparation méthodologique et recherche documentaire
- inventaire et recensement des procédures et mécanismes de la planification participative locale, des produits et résultats enregistrés
- enquêtes sur le terrain, auprès des UAT et des populations bénéficiaires des interventions du PADMIR. Finalisation des enquêtes par deux forums tenus respectivement à Kébémér et à Kaffrine avec la participation d'acteurs locaux, de représentants des conseils ruraux, de Services techniques, d'ONG et projets localisés dans les deux départements précités

Deuxième phase

- examen et diagnostic des procédures, mécanismes et pratiques de la PPL et exploitation des résultats des forums tenus et des indications fournies par les populations et autres acteurs locaux
- identification des domaines, expériences, procédures et pratiques à capitaliser et à pérenniser
- rapprochement et analyse comparative des procédures et outils utilisés par les partenaires intervenant dans le développement local

Troisième phase

- élaboration d'un rapport d'étude portant sur la capitalisation recherchée et comprenant les recommandations et propositions d'optimisation

2- Démarche méthodologique

2-1 Considérations préalables

Trois axes principaux ont été pris en considération pour concevoir des approches méthodologiques adéquates dans la conduite de notre travail. Il s'agit d'abord des enjeux de la planification du développement local, et plus précisément de la planification participative. Ensuite de la portée de la capitalisation visée des expériences, des bonnes pratiques et des résultats de la PPL menée à Kaffrine et à Kébémér.

Le troisième axe est constitué par l'analyse des expériences en question y compris la perception des populations locales. Perception dont la prise en considération faisait défaut dans les travaux antérieurs de capitalisation. Une telle analyse a été effectuée de manière à pouvoir mettre en évidence les produits, résultats et pratiques porteurs à capitaliser dans le cadre de la PPL.

La démarche et les approches méthodologiques adoptées devaient faciliter le diagnostic des expériences menées, ainsi que l'examen approfondi des procédures et mécanismes adoptés dans la PPL. C'est précisément cet examen qui a permis :

- de dégager le stock de connaissances et de bons procédés à fructifier et à extrapoler à l'échelle nationale ;
- de capitaliser les expériences et pratiques porteuses retenues ;
- et d'élaborer, en fin de compte, un rapport de capitalisation. Rapport qui devait permettre aux acteurs et bénéficiaires de la planification participative locale de s'approprier les bonnes pratiques mises en exergue après correction des lacunes relevées. Le rapport est appelé, aussi, à faciliter la systématisation par écrits des produits et résultats des expériences étudiées.

2 -2 Approches méthodologiques

Les approches méthodologiques privilégiées ont été axées sur :

- les enquêtes directes auprès d'acteurs locaux ou groupes d'acteurs locaux choisis par avance pour leurs implications suffisamment poussées dans la PPL ;
- les entretiens avec des Responsables de services déconcentrés de l'Etat concernés par le développement local ;
- les échanges de vues et d'idées avec les ONG et les projets intervenant dans les zones d'activités du PADMIR.

Une fois l'étape ci-dessous franchie, des forums ont été organisés à Kébémér et à Kaffrine avec la présence des acteurs locaux.

Lors de ces forums, il a été demandé aux représentants des populations locales et aux services techniques d'appui de faire part de leurs appréciations et remarques sur les interventions du PADMIR et notamment sur la PPL et les PLD.

Une entière liberté d'expression a prévalu. Ce qui a permis aux acteurs locaux participant de parler des acquis, mais aussi des contraintes et lacunes dans les

expériences conduites par le PADMIR. Les acteurs locaux ne se sont pas arrêtés là. Ils ont également formulé des propositions et recommandations visant l'amélioration des procédures et mécanismes de la planification participative locale.

IV/ MECANISMES DE PPL MIS EN ŒUVRE AU SENEGAL

1. Généralités

En plus du PADMIR un certain nombre d'organisations interviennent au Sénégal dans le développement local. En général ces organisations font appel également à la planification participative. Mais les modalités qu'elles suivent diffèrent parfois avec celles du PADMIR. En outre quelques unes ont leurs propres PLD, tandis que d'autres s'appuient sur les PLD réalisés par le PADMIR avec la participation des acteurs locaux.

Des intervenants comme le PNIR avait, par exemple, élaboré leur propre PLD dans cinq communautés rurales de Kaffrine et divers PLD pour d'autres localités du Sénégal.

Le PBA (PROCR, PAGERNA, ALPHA FEMMES) a eu à élaborer le sien à Mabo, une CR du département de Kaffrine. Il a renforcé aussi les capacités locales dans nombre de CR et appuyé quelques 50 CR dans la réalisation de PLD ou dans leur réactualisation.

Quant aux programmes PSIDEL et World Vision (WV), ce dernier faisant une planification villageoise, ils se sont appuyés sur les PLD du PADMIR pour leurs activités à Kaffrine et à Kébémér. Ces deux programmes, comme ceux qui ne s'intéressent qu'à des interventions ciblées et limitées dans le cadre général du développement local utilisent une partie des mécanismes et procédures classiques de la PPL. Cette utilisation ne porte pas, toutefois, sur la totalité du processus de la PPL. Elle concerne uniquement des phases données comme l'exécution des projets, leurs gestions et leur suivi évaluation. DGL-FELO, par exemple, s'est appliqué dans l'élaboration de plans d'animation stratégique (élaboré en 1 jour).

2. Analyse comparative

Pour les programmes qui élaborent des PLD (PADMIR, PNIR, PBA) les procédures et mécanismes dans le processus de planification participative locale sont plus ou moins similaires. Les différences notées se rapportent plutôt aux niveaux de responsabilité et au rôle revenant aux structures montées dans les communautés rurales pour assurer l'implication des populations dans la PPL.

Le PADMIR s'appuie sur des cadres de concertation dénommés CVD et CIVD. Ces cellules de base très représentatives des villages bénéficiaires des PLD sont fortement impliquées dans l'ensemble du processus de planification allant du diagnostic participatif à la restitution et à la validation des PLD.

Elles sont également les structures privilégiées pour le renforcement des capacités des acteurs locaux. Les conseils ruraux participent aussi aux différentes étapes de la PPL.

Concernant le PNIR, à la place des CVD et des CIVD mis en avant par le PADMIR avaient été montés des Comités de Concertations et de Gestion (CCG). Mais les CCG sont plus liés aux Conseils ruraux qu'aux villages composant les communautés rurales et où sont localisées les populations de base. Il faut ajouter que dans les CCG la société civile est représentée tout comme dans les CVD et les CIVD.

S'agissant du PBA, la structure de base créée et devant participer au processus de planification est la Cellule d'Animation et de Concertation (CAC). Formée par les jeunes de la localité les CAC sont impliquées dans l'élaboration des PLD après une formation d'une semaine de ses membres aux techniques de la planification. Les animateurs des CAC assistent les Consultants du PBA. L'objectif actuel du PBA est de former ces animateurs dans l'action aux techniques d'évaluation des PLD. Ce type de formation fait défaut auprès de la plupart des programmes de développement local.

Les animateurs locaux formant les CAC sont différents des membres des CIVD du PADMIR et des CCG du PNIR. Par ailleurs, il n'y a pas de rapport entre CAC et CIVD ou CCG dans la mesure où cette structure est mise en place de façon autonome dans la zone d'intervention du PBA.

Les CAC animent la collectivité locale et préparent les requêtes financières. Ils perçoivent une commission que les CR leur payent sur leur budget. Si le PBA peut s'appuyer sur des Consultants et des animateurs locaux (CAC), il a du mal à impliquer les chefs de services techniques étatiques dans la réalisation de ses projets. L'implication de l'ARD dans les activités de planification du PBA pose aussi des problèmes.

Le tableau n° 3 en annexe (Mécanismes de participation des populations dans la PPL) présente les mécanismes ou structures mis en place par différents partenaires pour assurer la participation des populations dans la PPL.

V. RAPPORT DE CAPITALISATION

1. Modes d'appréciation des produits à capitaliser

L'examen et l'appréciation des mécanismes, procédures et pratiques de la planification participative locale à capitaliser et à pérenniser ont été faits à partir de deux modes d'approches :

* l'approche par le recueil direct de la perception et des impressions des populations des communautés rurales bénéficiaires des PLD et des interventions du PADMIR ;

* l'approche par l'analyse des données et indications collectées sur le terrain et auprès des UAT, ainsi que par les appréciations du Consultant.

A travers chaque type d'approche il a été possible :

- de dégager les acquis, les forces et les résultats de l'expérience conduite par le PADMIR en matière de PPL ;
- de recenser les difficultés et contraintes rencontrées, de même que les faiblesses relevées;
- de formuler les recommandations et propositions à même d'optimiser la capitalisation visée avant sa prise en compte dans les programmes de développement local à venir.

Concernant la perception des populations, il faut rappeler que les forums tenus respectivement à Kébémér et à Kaffrine les jeudi 28/09/2006 et jeudi 12/10/2006 ont donné lieu à de larges débats et à des échanges d'idées et de vues sur les interventions du PADMIR, et notamment sur la planification participative locale. Les participants étaient constitués par les présidents des communautés rurales bénéficiaires des activités du PADMIR et par d'autres acteurs locaux émanant des sphères politiques et de la société civile.

A ces participants s'ajoutaient les présidents des CVD et CIVD, comités directement impliqués dans la PPL. Les forums ont enregistré également la participation des services techniques étatiques ayant joué un rôle dans l'élaboration des PLD, de même que celle des ONG et projets intervenant dans les zones d'activités du PADMIR.

Les résultats des deux forums sont retracés dans le tableau n°3 en annexe où figure la typologie des perceptions des populations présentées en acquis (résultats positifs), en difficultés, contraintes et faiblesses, et enfin, en solutions et recommandations.

L'analyse des données et indications recueillies lors des deux forums et de celles collectées auprès des UAT du PADMIR a permis :

- de procéder à l'inventaire des acquis de la PPL et des difficultés et contraintes rencontrées ;
- de faire des recommandations se rapportant à la capitalisation visée.

2. Résultats, Difficultés et Recommandations

Tout en partageant l'essentiel des perceptions relevées au niveau des forums de Kébémér et Kaffrine réalisés avec les acteurs locaux, le Consultant a pu procéder à des enrichissements et approfondissements en matière de bons procédés et pratiques à capitaliser.

Pour aboutir à de tels enrichissements, le Consultant s'est servi des résultats de ses analyses et des résultats des réflexions et travaux communs effectués avec les UAT. Le travail en commun avec les UAT a été facilité par l'entière disponibilité des Coordinateurs et Agents des UAT et la totale transparence dans les informations fournies au Consultant.

Les appréciations propres du Consultant sont formulées en utilisant la typologie adoptée pour recenser les perceptions des populations/ acteurs locaux.

2.1 Acquis et Résultats

-Structures et organisations impliquées dans la PPL

Pour mener à bien la planification participative locale et surtout garantir la participation des populations, le PADMIR et ses UAT se sont appuyés sur divers outils comme les CVD et CIVD.

Cet appui a été le principal moyen et l'atout décisif pour assurer la participation effective des acteurs locaux à tous les niveaux de la PPL.

Les CVD et les CIVD très représentatifs des populations des CR ont été montés de façon très démocratique avec l'assistance du PADMIR. Chaque village rurale concerné dispose de son propre CVD. Ensuite des nombres donnés de CVD (au moins deux), se sont regroupés pour constituer les CIVD.

Véritable cellules de base du développement participatif, les CVD et les CIVD et leur fonctionnement ont permis aux populations des villages concernés de discuter, de dialoguer, de se concerter, et en même temps, de participer aux opérations de PPL et aux diverses actions de développement conduites dans leur terroir.

Les membres des CVD et des CIVD proviennent de différents segments des populations villageoises: chefs de village, conseillers ruraux, imams, présidents de GPF, personnes-ressources, membres de la société civile représentée par le GIE, les coopératives, les ASC et autres associations. On note une bonne représentation des femmes et des jeunes dans ces structures de base.

Malgré leur léthargie actuelle les CVD et CIVD sont un acquis indubitable de la PPL. Ils doivent faire l'objet d'une capitalisation et d'une pérennisation dans le cadre de programmes ultérieurs. Cette proposition est justifiée par les apports multiples des structures en question.

Celles-ci permettent en effet :

- le rapprochement entre conseils ruraux et populations ;
- l'amélioration du choix et de la pertinence des investissements des CR grâce à l'application de la PPL dans la programmation et la gestion des affaires locales ;
- le renforcement de la démocratie locale et des processus de décentralisation ;
- une meilleure adhésion des populations aux décisions des conseils ruraux et une meilleure visibilité dans la gestion des affaires locales.

En plus des apports au PADMIR, les CVD, et les CIVD permettent aux services technique étatiques et autres partenaires intervenant en milieu rural d'avoir des interlocuteurs organisés, capables de prendre des décisions et d'agir pour le compte de leurs communautés villageoises.

- Le renforcement des capacités des acteurs locaux

Le PADMIR a assuré à la satisfaction générale, la formation et le recyclage des leaders locaux (PCR, membres de commission de planification des CR) et Assistants communautaires etc.) en matière de planification, d'élaboration des budgets, et des gestions des compétences transférées. Des guides portant sur la planification locale ont été élaborés à l'usage des communautés rurales. Pour maximiser l'utilisation de ces guides des campagnes d'information et de sensibilisation ont été également organisées, ainsi que des émissions radios en langues nationales sur le développement local.

Concernant la formation proprement dite des acteurs locaux, entre 2001 et 2002, les UAT de Kébémér et de Kaffrine ont dispensé plusieurs modules de formation sur divers thèmes liés au développement local et à la PPL. Chacune des UAT a à son actif dix modules. La formation s'adressait aux élus locaux, aux membres des OCB, aux agents de l'Etat et aux Secrétaires communautaires.

Les initiatives déployées par le PADMIR en vue du renforcement des capacités des acteurs locaux se sont traduites par les résultats positifs suivants :

- amélioration des méthodes de gestion des CR.
- plus grande aptitude des cadres de concertation (CIV, CIVD notamment) dans l'encadrement des populations et dans leur rôle d'intermédiation, d'animation et de promotion du développement local.

La politique adoptée par le PADMIR dans le domaine du renforcement des capacités des acteurs locaux est à capitaliser. Avec les améliorations reprises dans les recommandations qui vont suivre la pérennisation de cette politique devrait être retenue aussi au niveau des programmes de développement local.

- Elaboration et mise en œuvre des PLD

L'élaboration de PLD, leur mise en œuvre et leur suivi-évaluation constituent l'objectif central de la PPL. A ces PLD, il faut ajouter leurs démembrements, c'est-à-dire le PIL et les PIA. Toutes les communautés rurales couvertes par le PADMIR ont pu disposer de PLD, de PIL et de PIA.

Le PADMIR a fait preuve d'un savoir-faire certain dans sa stratégie d'implication des populations dans la réalisation (conception et mise en œuvre) des PLD et ensuite des PIL et PIA. Ce savoir-faire a donné comme résultats positifs :

- le transfert de la qualité de maître d'ouvrage aux conseils ruraux et la responsabilité décisive de ces derniers dans le portage des PLD
- la participation des populations à toutes les étapes d'élaboration des PLD à l'aide des assemblées villageoises, d'ateliers, de panels et des CVD et CIVD.

Un autre type de savoir-faire à l'actif du PADMIR a été la décomposition ou programmation des PLD en PIA. Cette décomposition a pu favoriser une meilleure exécution des PLD.

- Synergie avec les autres partenaires

C'est généralement au niveau des PLD que la synergie entre le PADMIR et les autres partenaires a eu à jouer. Des partenaires comme le PSIDEL, World Vision, le PNIR, l'AFDS et les ARD se sont appuyés, dans les communautés rurales, sur les PLD encadrés par le PADMIR.

Tel a été le cas, pour le PNIR et World Vision, dans l'arrondissement de Nganda (Kaffrine), une zone pilote des interventions du PADMIR. Dans la zone d'extension localisée dans le département de Kaffrine, le PNIR, World Vision et l'AFDS ont travaillé en commun avec le PADMIR en participant, à côté du Programme, à diverses étapes de la PPL et de l'élaboration des PLD. Toutefois, ici, après le processus de la PPL, le PNIR a reformulé les PLD obtenus pour les accorder à ses propres préoccupations.

Dans la zone de Nganda, le PNIR ne s'est pas limité à l'utilisation des PLD issus du PADMIR, mais il a participé au diagnostic, à la restitution, à la validation et aux autres étapes de la PPL.

Le fait que ces partenaires se soient appuyés sur les PLD encadrés par le PADMIR dans ses zones d'intervention a permis d'éviter la dispersion et la multiplication des plans. Toutes choses constituant une source de confusion pour les populations. La synergie ainsi assurée permet, également, une harmonisation des approches, et par conséquent des interventions plus porteuses en faveur du développement local.

La synergie entre partenaires fait partie des bonnes pratiques à capitaliser et à pérenniser pour l'avenir. Elle représente un pré requis pour la cohérence des programmes de développement local. Il convient cependant de l'améliorer et de l'approfondir en passant, par exemple, au cofinancement d'investissements locaux.

- Méthodes pour la conduite de la PPL

Diverses méthodes peuvent être utilisées dans le processus de la planification participative. Le PADMIR a privilégié la Méthode Active de Recherche et de

Planification Participative (MARP) dans sa pratique de la PPL. La MARP a l'avantage d'être une méthode active de recherche combinant l'économie de temps, à une implication garantie des populations et à la production de résultats utilisables dans l'immédiat. La MARP responsabilise réellement les acteurs locaux, elle a été très performante dans les zones d'intervention du PADMIR.

- Approche genre et jeunes

L'approche genre a été mise en évidence par le PADMIR dès l'année de démarrage de ses activités. C'est ainsi qu'un atelier de sensibilisation avait été organisé sur l'approche genre par le programme. La sensibilisation s'adressait aux agents des UAT de Kébémér et de Kaffrine. L'objectif général de l'atelier était de renforcer les capacités des agents en approche participative et de leur faciliter l'intégration de la dimension genre dans les actions de planification locale.

L'intégration du genre dans les actions du PADMIR a permis une meilleure participation des femmes des CR aux différentes étapes de la PPL et un renforcement de leur rôle dans le développement local. En plus des femmes, le PADMIR a encouragé aussi la participation des jeunes à ses activités et au développement communautaire.

Les initiatives du PADMIR en matière d'approche genre et de renforcement du rôle des jeunes ont donné des résultats probants confirmés par la représentation dans les cadres de concertation notamment CVD et CIVD.

Les femmes sont représentées à plus de 35% dans les CVD et à environ 55% dans les CIVD. Elles occupent à 69% les postes clés de Trésorier général et à 62% les postes de Secrétaires à l'organisation et aux relations extérieures. Quant aux jeunes, ils constituent 25% des effectifs des CVD et sont largement représentés dans les bureaux des CVD et CIVD. A titre de comparaison, signalons qu'au niveau national sénégalais, les femmes et les jeunes de moins de 30 ans ne forment respectivement que 10% et 2,26% du total des membres des Conseils ruraux.

2.2 Difficultés, Contraintes, Faiblesses.

- Structures et organisations de base impliquées dans la PPL

- Les CVD et les CIVD connaissent une certaine léthargie. Après les phases de diagnostic et de planification dans l'élaboration des PLD, ces structures de base ne sont plus animées ; ce qui met fin provisoirement sociale.

- Renforcement des capacités des acteurs locaux

- Les présidents des conseils ruraux et autres élus locaux sont, en majeure partie, analphabètes, même si nombre d'entre eux comprennent assez bien les tenants et aboutissants de la planification locale.

- On note une insuffisance de culture économique chez les élus locaux et les populations des CR. Les élus locaux notamment sont plus portés vers la politique pure que vers les initiatives de développement économique.

- Elaboration et mise en œuvre de PLD

Les difficultés, contraintes et faiblesses ci-après ont été relevées :

- Programmation non respectée et absence parfois de réactualisation périodique des PLD. Ce défaut de réactualisation entraîne la difficulté de prendre en compte les priorités nouvelles qui apparaissent ;
- Les délais d'élaboration et de mise en œuvre des PLD sont longs ;
- Les charges récurrentes ne sont pas prévues dans les PLD ;
- Les AGR et les PIL ne sont pas des parties intégrantes des PLD ;
- Le développement des capacités productives des CR n'est pas abordé dans les PLD ;
- Les perspectives et opportunités offertes par l'intercommunalité ne sont pas définies ;
- Absence de suivi - évaluation des PLD et des PIL à cause de délais d'exécution assez longs ;
- Implication limitée des services déconcentrés de l'Etat et de l'ARD dans la planification locale ;
- Absence de coopération entre partenaires dans la mise en œuvre intégrale des PIL notamment ;
- Le PLD n'est pas généralement utilisé comme un document de référence commun pour les divers investissements locaux ;
- Absence d'articulation entre, d'une part les PLD et la planification sectorielle (éducation, santé, hydraulique, etc.), et d'autre part les PLD et les plans et schémas de développement régional (PRDI, SRAT, etc.).

2.3 Recommandations

Les recommandations qui vont suivre portent sur les acquis et bonnes pratiques à capitaliser et à pérenniser dans les procédures et mécanismes de la planification participation locale conduite par le PADMIR à Kaffrine et à Kébémér. Elles visent à l'optimisation de la capitalisation proposée tout en aidant à combler quelques lacunes relevées. Elles intègrent, enfin, des recommandations pertinentes relevées lors des entretiens avec eux et des deux forums organisés pour recueillir leur perception.

➤ Structures et organisations de base impliquées dans la PPL

La pérennisation réussie des CVD et des CIVD ira de paire avec un appui institutionnel à accorder à ces cadres de concertation. Cet appui doit permettre une animation continue de ces cellules de bases, outils décisifs de la PPL et leur

implication permanente dans les actions de développement local concernant leurs terroirs.

➤ **Renforcement des capacités des acteurs locaux**

Les initiatives déployées par le PADMIR ont été judicieuses comme en font foi l'évolution du niveau de compréhension des acteurs locaux constatée sur place, ainsi que l'amélioration de leurs capacités à gérer les affaires locales. Le savoir-faire et l'ingénierie du PADMIR en matière de développement des capacités des acteurs locaux méritent, par conséquent, d'être capitalisés et pérennisés.

Pour améliorer la politique de renforcement des capacités des acteurs locaux et la rendre encore plus performante il importe d'y ajouter les initiatives suivantes :

- utilisation d'outils didactiques et de supports de communication adaptés et devant faciliter davantage la compréhension et la participation des populations. Ces dernières étant en majorité non alphabétisées de tels outils se sont révélées indispensables ;
- incitation des CR à promouvoir davantage dans les structures de base des personnes alphabétisées ;
- multiplication et pérennisation des cours d'alphabétisations dans les villages.
- implication plus poussée des ARD dans le renforcement des capacités ;
- renforcement de la formation des élus locaux et des autres acteurs dans le domaine des compétences transférées, de la planification et de la gouvernance locale;
- utilisation de la Maison de Développement Local (MDL) en projet comme centres de conseils, d'information et de formation des acteurs locaux. ;
- renforcement par l'Etat et les partenaires acquis à cela, des moyens et des capacités opérationnelles des services déconcentrés de l'Etat afin qu'ils puissent assurer pleinement leurs missions d'assistance et d'appui aux CR ;
- appui aux CR pour l'organisation, en collaboration avec l'ARD de rencontres entre partenaires. Ces rencontres devraient faciliter l'implication des différents partenaires dans la mise en œuvre des PLD et des PIL, ainsi qu'une meilleure articulation des programmes prévus dans la même zone ;
- renforcement de façon continue des capacités des acteurs locaux et non limitation de cette formation aux seules phases de la PPL ou à la mise en place de comités de gestion d'ouvrage.

➤ **Elaboration et mise en œuvre des PLD**

Les populations ont bien accueilli la pratique de la PPL et les PLD régis par le PADMIR ont été affectivement mis en œuvre. Mieux, certains intervenants localisés dans les zones du PADMIR ont eu à s'appuyer sur ces PLD pour réaliser leur programme.

Les PLD sont donc un acquis certain. Mais il conviendrait de corriger les faiblesses et lacunes relevées à leur niveau. Les propositions ci-après sont faites dans ce cadre :

- il faudrait s'appliquer à respecter la programmation des PLD et à les réactualiser périodiquement pour tenir compte des nouvelles priorités qui apparaissent ;
- limiter la durée d'élaboration des PLD à 6 mois ;
- prévoir les charges récurrentes dans les PLD;
- assurer l'articulation entre les PLD et la planification sectorielle (Education, Santé, Hydraulique, etc.). Pour ce faire, les Autorités compétentes centrales devraient amener les départements ministériels chargés des politiques sectorielles à privilégier et à s'appuyer sur les projets retenus dans les PLD. Il faudrait aussi impliquer les services déconcentrés de l'Etat et les ARD dans les tâches d'articulation de la planification locale avec la planification sectorielle ou la planification régionale ;
- intégrer les AGR et les plans d'investissement locaux dans les PLD pour éviter des visions compartimentées ;
- prévoir dans les PLD le développement des capacités productives des CR ainsi que le traitement des perspectives offertes par l'intercommunalité ;
- renforcer le suivi et l'évaluation des PLD et des PIL ;
- impulser une plus grande synergie entre partenaires pour optimiser les actions favorisant le développement local.

3– Perspectives d'harmonisation et d'institutionnalisation

L'harmonisation et l'institutionnalisation envisagées des procédures et mécanismes de la PPL et des outils de planification devaient comprendre une normalisation des pratiques jugées performantes de la planification locale au Sénégal.

L'expérience du PADMIR a donné des résultats assez probants en matière de PPL. Ce sont ces résultats qui ont fait l'objet de la capitalisation proposée dans la présente étude. L'harmonisation des procédures et mécanismes de la PPL pourraient adopter comme base le modèle de PPL qui a été expérimenté par le PADMIR. Préalablement, il faudrait affiner le modèle en tenant compte des recommandations faites pour optimiser la capitalisation.

Etant donné que divers programmes de développement local vont toucher à leur fin, le PNDL en préparation constitue le meilleur cadre pour la pérennisation des bonnes pratiques du PADMIR.

Cet avis est justifié par le fait que le PNDL servira de cadre fédérateur de toutes les interventions de développement local et d'appui aux collectivités locales.

Le PNDL se propose aussi d'harmoniser les mécanismes d'appui technique et les outils de planification en vue d'une plus grande cohérence des interventions. Tous ces justificatifs font du PNDL la structure la plus indiquée pour accueillir

Capitalisation de la Procédure de PPL

et fructifier, à l'échelle nationale, le stock du connaissances et de procédés porteurs tiré de l'expérience du PADMIR et de sa pratique de la planification participative locale.

TABLEAU N°1 : PRINCIPALES ETAPES DE LA PPL

N°	Etapes / Activités	Contenu	Lieu	Acteurs impliqués
1	Structuration de la CR en terroirs communautaires	Découpage de l'espace communautaire en terroirs regroupant un ou plusieurs villages	CR	Elus locaux, chefs de village, OCB et CERP
2	Création de CVD et de CIVD et Diagnostic participatif	Identification des potentialités, des contraintes et des solutions à mettre en œuvre	CVD et STD	PCR, SECOM, CERP, CVD
3	Planification participative locale	Approfondissement du diagnostic fait au niveau des CVD, recensement des idées de projet, programme d'actions prioritaires	Maison Communautaire (M.C)	Conseillers ruraux (CR) et CVD
4	Rédaction des PLD	Synthèse des données recueillies à la phase planification. Rédaction des PLD	M.C	Comité de Rédaction
5	Présentation des PLD au Conseil Rural et leur adoption	Présentation des documents au CR Validation des PLD par les Conseillers ruraux	M.C	Comité de Rédaction, Conseiller ruraux et CVD
6	Elaboration et adoption des PIL	Identification des projets à retenir dans le PIL. Adoption par le CR et restitution aux CVD par les CIVD	M.C	Conseillers, CIVD, CVD, comité de Rédaction, CDD et PCR
7	Restitution et validation du PIL par le CDD élargi	Restitution du PIL	Chef Lieu Département	Les membres du CDD et les PCR
8	Approbation des PIL par le Préfet	Vérification de la prise en compte des recommandations du CDD élargi	Préfecture	Préfet

SOURCE : UAT / PADMIR

TABLEAU N°2 MECANISMES DE PARTICIPATION DES POPULATIONS DANS LA PPL

Mécanismes et Procédures	PADMIR	PNIR	PBA	Autres Partenaires
Cadres de concertation	CVD, CIVD	CCG, Animateurs	CAC	DGL FELO : groupes de travail techniques
Information – Sensibilisation – Pré diagnostic	CVD, CIVD Assemblées villageoises	CCG, Animateurs	CAC, Conseil rural	DGL FELO : plans d'animation stratégique
Diagnostic participatif	CVD, CIVD, Conseil rural	CCG, Animateurs	CAC, Conseil rural	
Planification	CIVD, Conseil rural	CCG, Animateurs, Conseil rural	CAC, Conseil rural	
Restitution – Validation – Approbation	CIVD, Commission P et B du CR	CCG, Conseil rural	CAC, Conseil rural	

TABLEAU N°3 : PERCEPTION DES POPULATIONS

Acquis	Difficultés – Contraintes - Faiblesses	Solutions et Recommandations
<ul style="list-style-type: none"> • Pertinence des CVD et des CIVD qui ont été utilisés par d'autres intervenants dans le développement local • Utilisation des PLD par d'autres intervenants (ARD, CLLCOP, etc.) • Une plus grande motivation dans le paiement de la taxe rurale • Implication des CVD dans la mobilisation des ressources locales (taxe rurale) • Une plus grande transparence dans la répartition des investissements • Elaboration d'un PIL tiré du PLD pour faciliter sa mise en œuvre. 	<ul style="list-style-type: none"> • La programmation de la réalisation des PLD n'a pas été toujours respectée (retard d'une année constaté) • La durée des Programmes est courte • La contrepartie de 10% est jugée élevée par nombre de CR • Les PLD et les PIL ne sont pas réactualisés alors que de nouvelles priorités sont apparues • Possibilités de réalisation des PLD limitées par l'insuffisance de concertation entre intervenants (ex W.V et PNIR) • Lenteurs liées à la démarche participative • CVD et CIVD en léthargie à cause d'un manque de moyens et de programme de travail • Volet suivi - évaluation négligé • Insuffisance de suivi - évaluation dans l'exécution des PIL. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter la durée d'élaboration des PLD à 6 mois • Moduler les contreparties en fonction des coûts des projets • Explorer de nouvelles pistes de cofinancement avec les autres projets ; ONG et CR • Mieux étoffer les équipes pour garantir un suivi adéquat de l'exécution des projets • Etablir un plan de pérennisation avec les structures pérennes et les intervenants dans les zones concernées • Impliquer les ARD pour mieux assurer la cohérence des plans • Mise en cohérence PRDI planification locale • Prévoir les charges récurrentes dans les PLD • Appuyer les structures locales à mieux systématiser et diffuser les comptes-rendus de rencontre.

GUIDE D'INTERVIEW ET D'ENTRETIEN

CAPITALISATION DES PROCEDURES DE PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE

ACTEURS LOCAUX

STRUCTURE / PERSONNES INTERROGEES :

1. Comment avez-vous été associés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Local de Développement (PLD) vous concernant ?
2. Degré de satisfaction ? Degré de compréhension et de maîtrise des enjeux ?
3. Que vous a apporté le système de planification participative locale retenu dans l'élaboration et la réalisation des PLD et des Plans d'Investissements Locaux ?
4. Avantages décelés dans la planification participative locale ?
5. Quels sont les procédures et mécanismes de la planification participative qui, selon vous, ont été judicieux, performants et efficaces ? Pourquoi ?
6. Quels sont les critiques et griefs éventuels que vous portez sur la planification participative expérimentée dans votre localité ? Faiblesses décelées ?
7. Observations et remarquées générales sur la planification participative locale.

GUIDE D'INTERVIEW ET D'ENTRETIEN

CAPITALISATION DES PROCEDURES DE PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE

ACTEURS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

STRUCTURES / PERSONNES INTERROGÉES :

1. Quel a été votre rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans locaux de développement (PLD) dans votre zone d'intervention ?
2. Quelles ont été les modalités de votre implication dans le système de planification participative locale appliqué dans votre zone ?
3. Ces modalités et leurs résultats vous satisfont-ils ? Pourquoi ?
4. Critiques et griefs éventuels portés sur les procédures et mécanismes adoptés dans le cadre de la planification participative locale ? Faiblesses notées ?
5. Quels sont les procédures et mécanismes de la planification participative locale que vous estimez judicieux, performants, à retenir et à capitaliser ?
6. Quelles sont les améliorations que vous jugez utiles concernant les procédures et mécanismes en question ?
7. Observations et remarques générales pour la planification participative locale telle qu'appliquée dans votre zone ? Sur ses procédures et mécanismes.

GUIDE D'INTERVIEW ET D'ENTRETIEN

CAPITALISATION DES PROCEDURES DE PLANIFICATION PARTICIPATIVE LOCALE

ONG – CHEFS DE PROJET LOCAL

STRUCTURE / PERSONNES INTERROGEES :

1. Domaines d'intervention ? Programmes et projets locaux ?
2. Comment êtes-vous associés à la planification participative locale appliquée dans votre zone d'intervention ?
3. Les procédures et mécanismes de la planification participative locale permettent-ils ou non la prise en compte et la réalisation plus réussie de vos programmes et projets locaux ? Comment ?
4. Comment vos programmes et projets locaux sont-ils articulés avec les autres composantes des plans locaux de développement vous concernant ?
5. Critiques et griefs éventuels portés sur les procédures et mécanismes adoptés dans le cadre de la planification participative locale ?
6. Quels sont les procédures et mécanismes de la planification participative locale que vous estimez judicieux, performants, à retenir et à capitaliser ?
7. Améliorations susceptibles d'être apportées au système de planification participative locale ?
8. Observations et remarques générales sur la planification participative locale telle qu'appliquée dans votre zone ? Sur ses procédures et mécanismes ?